



INDEX DU DROIT À L'ÉDUCATION 2017

RAPPORT SOMMAIRE

L'index du droit à l'éducation (RTEI, « Right to Education Index ») est une initiative de responsabilité mondiale qui vise à veiller à ce que tout le monde, quel que soit son lieu de vie, jouissent de son droit à une éducation de qualité. RTEI est un index mondial créé à partir du cadre international du droit à l'éducation qui travaille en partenariat avec la société civile, les instituts de recherche et les gouvernements afin de surveiller, de responsabiliser et d'accélérer les avancées pour le droit à l'éducation partout dans le monde. Une fois que quinze partenaires ont répondu au questionnaire de RTEI en 2016, cinq d'entre eux ont été aidés pour élaborer et mettre en œuvre des campagnes de plaidoyer dans leur pays en fonction de leurs conclusions. Le rapport 2017 de RTEI synthétise les résultats et les impacts des stratégies de plaidoyer menées par les organisations partenaires de RTEI au Honduras, en Indonésie, en Palestine, en Tanzanie et au Zimbabwe.

RIGHT TO
EDUCATION
INDEX

RESULTS
the power to end poverty

5 pays partenaires



4 partenaires mondiaux



3 questions abordées



CONCLUSIONS CLÉS

Les principales leçons des stratégies de plaidoyer du RTEI en 2017 étaient axées sur les perspectives locales et nationales sur le droit à l'éducation, en particulier l'évolution des attitudes grâce à la sensibilisation des communautés, l'implication d'acteurs nationaux clés, la collaboration et la contribution à la planification nationale, ainsi que le développement du discours public sur le droit à l'éducation. Les conclusions du RTEI en 2016 et les résultats des stratégies de plaidoyer du RTEI en 2017 favorisent également une meilleure compréhension de la façon dont la responsabilité nationale est mise en œuvre et améliorée par les défenseurs de l'éducation et la société civile dans le monde. Les conclusions et les stratégies soulignent toutes deux l'interaction entre la législation, les acquis d'apprentissage et les pratiques, ainsi que l'implication de la société civile dans des mécanismes de responsabilité formels et informels et la responsabilité du gouvernement dans la réponse aux demandes de responsabilité faites par les citoyens. De plus, le développement de partenariats visant à renforcer les stratégies de plaidoyer au niveau international, national et local constitue un élément clé supplémentaire. Non seulement les partenaires ont associé différentes stratégies dans leur propre travail, mais ils ont également combiné des stratégies à celles d'autres organisations grâce à des partenaires mondiaux, créant ainsi des relations mutuellement bénéfiques.

Afin de faire avancer le plaidoyer pour le droit à l'éducation, RTEI présente une approche unique visant à renforcer les efforts de plaidoyer dans le monde entier. RTEI continuera de surveiller et d'appuyer le plaidoyer en faveur de la réalisation du droit à l'éducation grâce à une collecte de données biennale en 2018 et un appui au plaidoyer en 2019. Grâce à son modèle de recherche-action et des approches souples et multifacettes, RTEI cherche à aider la société civile et les gouvernements à assurer une éducation de qualité disponible, accessible, acceptable et adaptable pour tous.

HONDURAS : PLANIFICATION SECTORIELLE, ÉDUCATION INCLUSIVE ET OBSERVATION RÉGIONALE DE L'ODD 4

Dans l'index RTEI de 2016, le Honduras a obtenu un score de 65 en matière d'adaptabilité, ce qui indique un point faible du droit à l'éducation pour les personnes ayant un handicap, les personnes qui appartiennent à des minorités et les personnes en dehors des systèmes éducatifs traditionnels. Il a été en particulier signalé qu'alors que les établissements éducatifs de base au Honduras inscrivent de plus en plus de personnes ayant un handicap, 67 pour cent de ces centres ne présentent pas les conditions pédagogiques nécessaires pour répondre correctement à leurs besoins.

Le Forum de Dakar, un groupe d'OSC établi en 2001 pour faire du droit à l'éducation une réalité au Honduras et un leader en matière de mise en œuvre de la Loi fondamentale sur l'éducation au Honduras (Ley Fundamental de Educación), a élaboré une stratégie de plaidoyer pour réduire l'écart entre la législation et la pratique, axée en particulier sur les personnes ayant un handicap. L'objectif principal de la stratégie 2017 du RTEI du Forum de Dakar était de favoriser le dialogue entre les citoyens et les décideurs sur le droit à l'éducation et les besoins spécifiques des personnes ayant un handicap en matière d'éducation.

Priorité aux enfants ayant un handicap dans la planification sectorielle de l'éducation

Le Forum de Dakar a organisé quatre ateliers avec des enseignants, des représentants de la société civile, des responsables gouvernementaux et des techniciens du Plan stratégique 2016-2030 du secteur de l'éducation du Honduras pour améliorer l'adaptabilité du système éducatif national concernant les apprenants et les élèves ayant un handicap. Les ateliers ont permis l'identification d'une discrimination envers les enfants ayant un handicap et des recommandations de financement pour améliorer la sécurité à l'école et les infrastructures en favorisant l'inclusivité. Ces résultats ont été publiés dans l'ensemble du pays afin de sensibiliser davantage à l'état de l'éducation inclusive au Honduras et de donner des orientations ciblées en vue d'apporter des améliorations.

Établissement d'une plateforme d'observation régionale de l'ODD 4

Afin de créer un dialogue public sur le droit à l'éducation, le Forum de Dakar a organisé trois rencontres en face à face avec des responsables gouvernementaux et des représentants des OSC impliqués dans la planification stratégique, des agents du Conseil national pour l'Éducation et des agents techniques du processus de planification stratégique du secteur de l'éducation. Ces rencontres ont permis de définir des indicateurs pour observer l'éducation, en particulier concernant les apprenants déscolarisés, l'éducation des enfants ayant un handicap, les enseignants qualifiés, les résultats d'apprentissage et les environnements éducatifs sûrs, ainsi que de concevoir une plateforme électronique pour des instruments de collecte de données et d'observation de l'ODD 4 au niveau régional pour mener d'autres études. Cette plateforme électronique est développée au-delà du RTEI grâce à la collaboration avec la CME qui a servi de partenaire mondial et a permis d'associer le Forum de Dakar à la Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation (CLADE), le réseau régional de la CME et des partenaires au Pérou.

INDONÉSIE : UNE MEILLEURE FORMATION DES ENSEIGNANTS SUR L'ÉDUCATION INCLUSIVE

Pour l'Indonésie, le RTEI de 2016 a souligné que les adaptations raisonnables nécessaires pour les enfants ayant un handicap n'étaient pas disponibles dans toutes les écoles, même si l'accès et la qualité de l'éducation s'amélioreraient. NEW Indonésie, une coalition de 20 organisations visant à promouvoir le droit à une éducation de qualité en Indonésie grâce à la recherche et au plaidoyer, a mené une enquête plus approfondie qui a révélé que sur un total de trois millions d'enfants ayant un handicap, seuls quatre pour cent pouvaient accéder à l'éducation. De plus, les enseignants et les écoles manquent de ressources et de compétences pour offrir les adaptations adéquates à ceux qui peuvent y accéder.

La stratégie de plaidoyer mise en œuvre est axée sur le renforcement de la formation des enseignants et l'amélioration des programmes nationaux de formation sur l'éducation inclusive afin de faire avancer le droit à l'éducation pour les enfants ayant un handicap. La stratégie de plaidoyer de NEW Indonésie était unique dans son approche d'offre de services directe assurant la formation des enseignants et l'élaboration d'un module sur l'éducation inclusive.

Implication des décideurs sur l'éducation inclusive

NEW Indonésie a lancé les conclusions du RTEI 2016 en organisant un débat public sur l'éducation inclusive. De plus, ils ont directement impliqué les décideurs dans les présentations et ont rédigé des documents de politique sur les qualifications des enseignants liées à l'éducation inclusive. Ces documents ont été distribués aux décideurs et aux parlementaires, ainsi que dans les médias nationaux

Formation inclusive des enseignants et co-développement des programmes

Le programme de formation des enseignants de NEW Indonésie a commencé par une évaluation visant à identifier les compétences des enseignants et les besoins des élèves ayant un handicap, suivie d'un atelier de formation pour 30 enseignants sur l'éducation inclusive et la pédagogie nécessaire pour aider les enfants ayant un handicap. Simultanément, NEW a organisé une formation sur les mécanismes d'observation et de traitement des plaintes pour 30 parents d'enfants ayant un handicap.

Sensibilisation auprès des enfants ayant un handicap

NEW a coordonné un festival pour présenter les œuvres artistiques de 200 enfants ayant un handicap, créant ainsi des liens entre les élèves, les enseignants et les membres de la communauté. Grâce à ce festival, les compétences et les capacités des enfants ayant un handicap ont été mises en avant, alors que le manque de formation des enseignants a été souligné, dans l'intention de faire changer les attitudes au niveau national sur le handicap et l'inclusion.



PALESTINE : SUIVI BUDGÉTAIRE BASÉ SUR LES DROITS POUR L'ODD 4

Grâce aux conclusions de la collecte de données du RTEI 2016, TTC (Teacher Creativity Center), un groupe qui assure la promotion de l'accès à une éducation de qualité en Palestine, a identifié le manque d'un système éducatif systématique et responsable. Il est paru évident que la qualité de l'éducation était faible et que des mesures et des évaluations nationales manquaient, ce qui explique le peu de données disponibles sur les progrès en matière d'éducation. De plus, les conclusions ont révélé des taux de scolarisation inadéquats en école primaire, des rapports élèves/enseignant élevés, des écoles qui manquent de ressources, la violence à l'école et un financement faible pour l'éducation des enfants ayant un handicap.

La stratégie de plaidoyer a visé à évaluer l'évolution vers l'ODD 4 grâce à des contre-rapports soumis à l'UNESCO, au Rapporteur Spécial des Nations Unies sur le droit à l'éducation, au Ministre de l'Éducation en Palestine et aux médias locaux. Le principal objectif de la stratégie de plaidoyer de TTC était une campagne de sensibilisation nationale à l'attention des organisations communautaires et des décideurs. TTC s'est penché sur le rôle de la société civile dans la responsabilisation du gouvernement, mais a également souligné la responsabilité intrinsèque du gouvernement dans la réalisation du droit à l'éducation.

Conseils sur la mise en œuvre de l'ODD 4

TCC, en collaboration avec la CME, a organisé trois rencontres avec le Ministre de l'Éducation et les représentants des OSC de Cisjordanie, afin de discuter du droit à l'éducation, de la mise en œuvre de l'ODD 4 et de la méthodologie d'observation de l'ODD 4. De plus, TCC a élaboré des énoncés de position sur la budgétisation et la mise en œuvre de l'ODD 4 et a mis en place cinq ateliers pour former les OSC et les jeunes sur l'observation de l'ODD 4 et la responsabilisation des responsables gouvernementaux grâce à des contre-rapports.

Développement de données alternatives pour la responsabilité

L'impact à long terme de la stratégie est directement lié à la surveillance des données alors que les défenseurs et les représentants de la société civile ont acquis des compétences et des connaissances pour poursuivre leur travail et l'associer à la mise en œuvre de l'ODD 4. TCC a insisté sur le fait que la société civile avait un rôle à jouer dans le développement de sources de données alternatives pour la responsabilité de réalisation du droit à l'éducation en Palestine.



TANZANIE : RÉINTÉGRATION DES FILLES ENCEINTES ET DES JEUNES MÈRES

HakiElimu est une OSC de Tanzanie qui a commencé à travailler en 2001 pour envisager une Tanzanie ouverte, juste et démocratique, où chacun profite d'un droit à l'éducation qui favorise l'équité, la créativité et l'esprit critique. Grâce au RTEI 2016, HakiElimu a trouvé que l'expulsion de l'école des filles à cause d'une grossesse était non seulement une pratique courante mais également légale en Tanzanie. 8 000 filles enceintes sont obligées de quitter les bancs de l'école chaque année et il n'existe aucune politique de réintégration pour ces filles.

Le manque de protections juridiques et sociales pour les filles enceintes, combiné à une infrastructure scolaire faible, empêchent la pleine réalisation du droit à l'éducation pour les filles en Tanzanie. La stratégie de plaidoyer d'HakiElimu est axée sur le fait d'influencer les changements de politiques et d'impliquer les citoyens dans la surveillance de l'évolution vers le droit à l'éducation.

Plaidoyer politique pour la réintégration des filles

La stratégie de plaidoyer d'HakiElimu a impliqué une campagne dans les médias nationaux, la publication d'instructions de réintégration pour les mères adolescentes et des rencontres avec un certain nombre de députés qui ont ensuite soulevé la question des instructions de réintégration lors d'une session parlementaire sur le budget national de l'éducation. Le Président tanzanien Magufuli a cependant annoncé par la suite que les mères adolescentes ne seraient pas autorisées à retourner à l'école. HakiElimu a poursuivi ses efforts en partie en collaborant avec RESULTS au Royaume-Uni, qui a dirigé une délégation multipartite de quatre députés du Royaume-Uni en Tanzanie et a présenté l'exposé d'HakiElimu sur l'accès des filles à l'éducation aux responsables nationaux et aux députés tanzaniens, qui ont manifesté un intérêt accru pour collaborer avec HakiElimu sur la politique éducative.

Obtention de l'adhésion du public à l'éducation des filles

Cent vingt membres du réseau populaire des « Amis de l'éducation » d'HakiElimu ont participé à l'inspection scolaire de l'éducation des filles dans 22 districts, en organisant des rencontres dans chaque district avec 1 260 responsables locaux et parents, suivies d'actions communautaires spécifiques et d'une campagne dans les médias nationaux. Une campagne communautaire a souligné le cas d'une fille enceinte âgée de 12 ans qui a été expulsée, faisant la une des actualités nationales et internationales, alors qu'une autre campagne a organisé une collecte de fonds pour la distribution de serviettes hygiéniques dans les écoles secondaires de la région.

ZIMBABWE : DES POLITIQUES DE DISCIPLINE ALTERNATIVES POUR METTRE FIN AU CHÂTIMENT CORPOREL

Bien qu'il existe une politique nationale régulant l'utilisation du châtiment corporel au Zimbabwe, ECOZI, une ONG nationale du Zimbabwe, a révélé grâce au RTEI 2016 qu'il était fréquemment pratiqué dans les écoles. De plus, l'UNICEF (2014) a estimé que 60 pour cent des enfants de moins de 14 ans subissaient des mesures disciplinaires violentes.

La stratégie du plaidoyer d'ECOZI a combiné des recommandations politiques et des campagnes de sensibilisation du public afin d'aborder la législation en matière de châtiment corporel et l'acceptation au niveau national. Cette stratégie a permis d'élaborer non seulement des recommandations politiques pour l'abolition du châtiment corporel, mais également des méthodes disciplinaires alternatives avec les enseignants, les parents, les enfants, les représentants de la société civile et les responsables ministériels concernés.

Renforcement des capacités avec les décideurs sur le châtiment corporel

ECOZI a organisé une rencontre pour informer les députés, les responsables gouvernementaux et les OSC des conclusions du RTEI. De plus, ECOZI, Plan Zimbabwe et l'UNICEF ont rencontré le Secrétaire permanent du Ministère de l'éducation primaire et secondaire et le Directeur principal du département d'assistance sociale des apprenants afin d'informer sur les conclusions du RTEI et de discuter de politiques disciplinaires alternatives pour les écoles.

Accroître la sensibilisation sur la violence à l'école

Afin de sensibiliser et d'aider le public, le coordinateur national d'ECOZI et le président du Conseil national du Zimbabwe pour le bien-être des enfants ont participé à des émissions radiophoniques dans lesquelles ils ont informé sur les conclusions du RTEI, ont plaidé pour un financement accru de l'éducation et ont parlé de méthodes disciplinaires alternatives pour les apprenants. De plus, ECOZI a organisé une rencontre consultative sur les méthodes disciplinaires alternatives, lors de laquelle des représentants des syndicats d'enseignants et du ministère de l'éducation primaire et secondaire ont promis de mettre en œuvre les recommandations en faveur de l'abolition du châtiment corporel au Zimbabwe. Les pratiques disciplinaires alternatives recommandées comprenaient l'implication des parents/tuteurs, des renforcements positifs en classe, des enquêtes et des études de cas, des orientations et des conseils, ainsi que des tactiques de discipline positive ayant pour objectif la réhabilitation.



RESULTS

the power to end poverty

Le Fonds éducatif RESULTS est une organisation de plaidoyer populaire à but non lucratif 501(c)(3) fondée en 1981 qui crée la volonté publique et politique d'éradiquer la pauvreté en permettant aux personnes d'exercer leur pouvoir personnel et politique en vue d'un changement. RESULTS axe ses efforts de plaidoyer sur des politiques qui protègent et élargissent l'accès à la santé et à la nutrition, créent une certaine mobilité économique et offrent l'éducation pour tous. La stratégie de RESULTS utilise une combinaison d'analyse et de recherche politique, de plaidoyer populaire coordonné, d'implication des médias, de sensibilisation du congrès, d'implication au plus haut niveau et de partenariats internationaux pour atteindre ses objectifs. Huit autres pays ont répliqué le modèle de RESULTS : l'Australie, le Canada, le Japon, le Kenya, le Mexique, la Corée du Sud, le Royaume-Uni et la Zambie.

Pour en savoir plus, consultez rtei.org pour découvrir les exposés nationaux des organisations partenaires, les pages nationales d'exploration des données du RTEI, les questionnaires renseignés du RTEI, l'ensemble des données et le rapport 2017 du RTEI.

Rédigé par Vivian Purcell, Fred Ji et Tony Baker
Crédit photo de la couverture : PME/Chor Sokunthea
Publié par le Fonds éducatif RESULTS
© 2018 Fonds éducatif RESULTS

RESULTS et Fonds éducatif RESULTS

1101 15ème rue, NW, Suite 1200
Washington, DC 20005

RESULTS: (202) 783-7100

Fonds éducatif RESULTS: (202) 783-4800



[@RESULTS_tweets](https://twitter.com/RESULTS_tweets)



facebook.com/RESULTSEdFund